

ANTI**RESSE**

N° 234 | 24.5.2020

Pendant que le monde dormait Subir ou résister? Traçage & cafouillage



Observe • Analyse • Intervient



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Pendant que le monde dormait (Covid-19, le coup d'État technologique, 3)

COMME NOUS AVONS FACILEMENT ACCEPTÉ LE RÈGNE DE L'ABSURDE. COMME NOUS NOUS SOMMES DOCILEMENT LAISSÉS INFANTILISER. AVEC QUEL FLEGME NOUS VOYONS DISPARAÎTRE NOTRE ÉCONOMIE, NOS HABITUDES SOCIALES ET NOS BONNES MANIÈRES. SERIONS-NOUS DÉJÀ PASSÉS DE L'AUTRE CÔTÉ DU MIROIR?

LA NOUVELLE EXTINCTION DES ESPÈCES

Rien dans notre mémoire ne ressemble au couvre-feu que nous avons vécu en ce printemps 2020 — sinon peut-être la cour endormie de la «Belle au Bois dormant». Dans toutes les invasions, épidémies ou guerres civiles, les commerces et restaurants ont toujours fonctionné dans la mesure où cela était physiquement possible. En mars 2020, dans les pays qui ont adopté le confinement, ils ont *tous* été fermés du jour au lendemain, sauf les fournisseurs de première nécessité. Non sur la base d'une menace, mais

d'une menace de menace. Dans la terreur des premières semaines de pandémie, on n'a pas vraiment prêté attention au scandale de cette décision. Elle risquerait pourtant d'avoir un impact semblable à celui de la météorite préhistorique qui causa la disparition des dinosaures. Surtout si, comme on nous en avertit déjà, l'expérience devait se répéter à la faveur d'une «deuxième vague» déjà agendée pour l'automne par certaines institutions dotées de voyance virologique.

Dans l'argumentation justifiant le «lockdown», on a pu entendre des accents cyniquement darwiniens. Ce

serait une purge nécessaire et même bienvenue de la vie économique. Il y aurait trop d'entreprises bancales. Les forts et les efficaces vont survivre, les faibles et les mal préparés n'auront que le sort qu'ils méritent. Cette philosophie a dû particulièrement inquiéter les Suisses, même si leur inébranlable foi dans les autorités leur a imposé la réserve. Ceux qui ont laissé éclater leur colère sont traités de conspirationnistes et de forcenés.

La Suisse est un petit territoire morcelé dont la force économique réside dans son dense tissu de PME. L'arrêt de l'économie a éliminé ce tissu d'autant plus rapidement que les retards de salaires ou de loyers y sont impensables. Nombre d'entreprises n'ont pas supporté le passage en apnée, en particulier dans l'hôtellerie et la restauration. Beaucoup ont ouvert à perte, sachant que les restrictions imposées leur interdisent tout espoir de rentabilité. Les règles de déconfinement sont l'échelle de hauteur de coupe d'une tondeuse économique. Corsez-les un peu, prolongez-les de quelques semaines, et tant de commerces en plus vont disparaître. Le flegme des autorités à l'égard de cet engrenage peut surprendre. C'est comme si l'on s'était résigné d'avance à voir disparaître la diversité économique du «monde d'avant», jugée obsolète. Or c'est justement cette diversité qui nous garantissait une société vivable et humaine. Les troquets qui vivotaient à la petite semaine, les artisans qui maquillaient leurs

comptes pour ne pas s'avouer qu'ils trimaient à perte, les libraires qui misaient envers et contre tout sur ce produit «low-tech» qu'est le livre, les journaux locaux qui survivaient par pure passion du métier (comme feu le *Régional*, première victime médiatique du confinement)... tout un univers dont l'existence se justifiait par l'œuvre elle-même, non par son rendement. Une quarantaine prolongée est un moyen sûr de faire table rase de ce monde-là — soit en le faisant mourir, soit en le faisant absorber par les «gros», les structures impersonnelles guidées par la seule loi du profit. L'avenir de contrainte «hygiénique» qu'on nous promet modifiera la nature même de la société et le caractère des individus qui la composent. Un travail imposé est un travail aliénant, et une société composée d'esclaves du travail est une société aliénée. Or c'est l'horizon d'une immense majorité des gens dans l'avenir qui se dessine.

Il se peut que les gouvernements sortent de cette hypnose et fassent machine arrière. Mais il se peut aussi, comme ils le laissent volontiers entendre, que l'on ait définitivement tourné la page. Dans ce cas, nous nous dirigerons, à terme, vers une hybridation de l'État avec les corporations qui auront tout englouti. Autrement dit, vers une société de type communiste, ou sumérien, ou fasciste, comme on voudra. En tout cas, une société qui sera la négation, du point de vue de l'individu, de toutes les valeurs de la civilisation moderne. Le peu d'empressement

qu'on montre à défendre ces valeurs suggère que nous avons peut-être déjà basculé. Mais peut-être que non. Auquel cas il est urgent de mettre un nom sur cette régression.

LA TERREUR DES UNS FAIT LE BONHEUR DES AUTRES

L'analyste John Perkins, dans ses *Confessions d'un tueur à gages économique*, expliquait comment il avait été formé à truquer les pronostics de croissance des pays émergents pour les faire glisser vers le surendettement et faciliter ainsi le rachat à bas prix de leurs actifs par les multinationales américaines. Naomi Klein, dans son enquête désormais classique *La stratégie du choc*, énumérait des ruses semblables en tant que procédés de prédation du «capitalisme du désastre». Que la déstabilisation soit délibérément provoquée, «facilitée», ou qu'il s'agisse d'un pur accident — troubles, épidémie ou catastrophe naturelle —, les prédateurs sont à l'affût de chaque opportunité. Les techniques de rapine sont en place, élaborées et testées par des *think tanks* payés pour ça — sans oublier la communication qui va avec. L'homme de la rue, sidéré par l'écume des événements, se laisse déposséder en croyant, tel le pauvre hère médiéval, aux mystères de la fatalité. Les médias de grand chemin, dans ces situations, s'emploient à poliment regarder ailleurs. En Suisse, ils auront été parfaits de discrétion. Dès le début avril, pour tant, *Le Courrier* de Genève mettait les pieds dans le plat en signalant

des consultations gouvernementales dont on peinait à discerner l'urgence en période de confinement, visant par exemple à libéraliser le marché de l'électricité. Le journal de gauche dénonçait une «mise en pratique de la théorie du choc» où «des gouvernements profitent de moments de crise pour faire avancer les agendas anti-sociaux et antidémocratiques exigés par les intérêts bien compris des 1% les plus riches de notre planète». A quoi Naomi Klein elle-même faisait écho, sur un plan global cette fois, en décrivant avec force détails «comment la big tech entend profiter de la pandémie». La synthèse est glaçante:

Il lui aura fallu un certain temps pour se cristalliser, mais nous voyons émerger quelque chose qui ressemble à une théorie cohérente du choc pandémique. Appelons cela le New Deal écranisé. Bien plus high-tech que tout ce que nous avons vu lors des catastrophes précédentes, l'avenir qui s'esquisse à toute vitesse alors que les cadavres sont encore chauds considère nos récentes semaines d'isolement physique non pas comme un pis-aller pénible destiné à sauver des vies, mais comme un laboratoire vivant pour un futur sans contact (no-touch future) permanent — et très rentable.

Dans ce contexte, la focalisation médiatique sur le seul aspect sanitaire du problème, assortie d'une accusation de complotisme automatique à l'encontre des esprits trop curieux, n'est qu'un écran de fumée destiné à occulter des aspects

de la crise qui prennent de plus en plus d'importance à mesure que les courbes de mortalité décroissent. L'un de ces aspects — le plus important peut-être — est l'effondrement économique que le coronavirus est venu recouvrir d'un voile de p(ud)eur (lire à ce sujet la brillante réflexion de Dmitry Orlov). L'autre, qui va avec, est la reprise en main des affaires par des instances — et un mode de pensée — sans aucun rapport avec les règles de vie civique et politique qui seraient censé nous gouverner.

UN COURT-CIRCUITAGE DES STRUCTURES PUBLIQUES?

Le coup d'État technologique, dont personne en Europe ne s'est vraiment inquiété, est *the elephant in the room* du feuilleton Covid-19. Gardons en mémoire cette «théorie du choc pandémique» et son image du laboratoire vivant. Elle nous fournira peut-être une clef pour démêler l'indémêlable. Je le soulignais dans l'épisode précédent: la gestion sanitaire de cette pandémie dans les pays d'Occident aura été aussi foutraque que sa gestion politique fut expéditive. Soudain, notre société suréquipée et surinformée semble avoir perdu tous ses moyens face à un défi somme toute ordinaire dans l'histoire de l'humanité. La liste des oublis et des cafouillages ressemble à une pantalonnade de théâtre comique. On a oublié de consulter les plans pandémie élaborés de longue date, dénigré les méthodes traditionnelles de renforcement de l'immunité, escamoté les prescrip-

tions élémentaires d'hygiène de vie, discrédité le bon sens en soi, désactivé les médecins traitants, désorganisé le dépistage, détruit masques et désinfectants, découragé les initiatives thérapeutiques individuelles. *Last but not least*, tout en proclamant la «guerre» au virus, les autorités n'ont fait aucune mention des ressources morales qui ont toujours permis — avant tous les médicaments — aux communautés de surmonter de telles épreuves. Le seul acte de courage et d'abnégation toléré consistait à s'isoler d'autrui en restant chez soi. (Avant que l'on «découvre», ô surprise, que les lieux sans air étaient les principaux foyers de l'infection.) Résultat, les États les plus «avancés», les plus coercitifs et les plus carcéraux ont aussi été ceux où la mortalité fut la plus élevée. Comment avaler ce catalogue d'inepties sans céder à la théorie du complot? On peut tabler sur une profonde imbécillité des classes dirigeantes dans leur ensemble, hypothèse qu'il ne faut pas écarter a priori. Mais on peut aussi imaginer, ayant en vue les stratégies évoquées plus haut, que le dispositif classique de protection de la santé publique n'a agi qu'en façade. Que, dans les faits, il a été désactivé par un autre système, jusqu'ici inédit, ce «*New Deal* écranisé», plus high-tech que tout ce qu'on a vu jusqu'ici, dont parle Naomi Klein. Un système qui, ne devant rendre de comptes à personne qu'à lui-même, se serait moins soucieux de protection que d'expérimentation. De la coordination



LA GUERRE DES DEUX MONDES: FERGUSON VS. TEGNELL

bancale entre les deux, le système traditionnel de santé publique et l'«Etat profond» technologique, serait née une cacophonie dont les populations prises en otages auront fait les frais. La cartographie de cette interaction reste à faire, on peut d'ores et déjà en voir partout des signes plus ou moins éloquentes. Comment se fait-il par exemple, que la gestion — abracadabrante — du dépistage et du déconfinement en France ait été confiée à un cabinet privé américain, comme le révèle *Marianne*? A quoi servent alors les services d'État entretenus par le contribuable?

CORONANISTES CONTRE RÉALISTES

Mais il y a des délégations de responsabilités plus spectaculaires encore. Cette crise aura vu la «montée en puissance» de l'OMS, bureaucratie politique et non médicale qui s'était déjà illustrée par son incompetence dans la crise H1N1, mais qui en 2009-2010 n'avait pas encore les

moyens de sa nuisance. Cette année, elle semble avoir influencé la politique des États de manière déterminante. Notamment en proscrivant d'emblée l'usage des anti-inflammatoires. Autre ingérence spectaculaire, l'intimidation exercée sur des gouvernements jusqu'alors plutôt sereins par les graphiques de la terreur élaborés par Neil Ferguson et l'Imperial College, dont l'onde de choc a dépassé les frontières de la Grande-Bretagne. Dans l'un des rares pays à ne pas s'être laissé impressionner, l'épidémiologiste en chef était médecin de formation et non mathématicien. L'option prise par Anders Tegnell de compter sur la responsabilité individuelle et l'immunité collective s'est avérée payante. La Suède, sans confinement, a eu moins de morts au million d'habitants que les pays qui ont imposé le couvre-feu et, de plus, elle n'a pas sacrifié son économie. Le contraste des deux philosophies illustre à lui

seul le conflit des deux mondes. Face à la certitude numérique de Ferguson — qui allait s'avérer totalement arbitraire —, l'incertitude humaine de Tegnell. Nous faisons un pari, a-t-il assumé d'emblée. La phrase a dû sonner comme une hérésie aux oreilles d'une technocratie embusquée derrière le sacro-saint principe de précaution. Elle résume pourtant l'art de gouverner dans son essence même. Mais l'enjeu de cette crise, justement, tient à la confiscation de cet art au profit des techniques de gestion.

En face, ce n'est pas la colossale erreur de modélisation du professeur Ferguson qui a entraîné sa chute, mais une insignifiante aventure galante (montrant tout de même qu'il ne croyait pas à ses propres prescriptions d'hygiène). Et pourtant... en 2001, sous Tony Blair, le même Ferguson a recommandé l'anéantissement de plus de 6 millions de têtes de bétail — veaux, vaches, cochons —, une extermination sans merci qui a coûté des milliards de livres et pratiquement éradiqué l'élevage britannique. Quelques années plus tard, une analyse fouillée des causes et des effets a abouti à la conclusion que la menace épidémique avait été artificiellement gonflée et que les mesures prises étaient «inappropriées». On y a relevé que les erreurs de prédiction de Ferguson provenaient notamment d'une méconnaissance grave de la composition des populations animales dans les fermes — bref, de la réalité de base qu'il analysait sans décoller le nez

de son écran d'ordinateur. Mais ce verdict n'a circulé que dans les milieux spécialisés. Neil Ferguson a donc pu demeurer le consultant privilégié du gouvernement en matière d'épidémies. Il n'a jamais corrigé son biais catastrophiste ni reculé devant les mesures les plus extrêmes.

La fascination qu'inspire ce gourou a été comparée à juste titre au règne, en URSS, du pseudo-savant Lyssenko, d'autant plus protégé politiquement qu'il était scientifiquement inepte. Son travail scientifique n'est pas jugé par des critères scientifiques mais plutôt par des réflexes religieux où le démenti des faits ne joue aucun rôle. On fonctionne à fronts renversés. Sous le drapeau de la froide raison statistique, ou de l'«intelligence collective» — autre nom du consensus politique —, s'avance en réalité un ensemble de dogmes et de superstitions. L'immunité de cet archiprêtre informatique nous conduit tout naturellement au puissant mentor de ses travaux. Soutien majeur de l'OMS, la Fondation Bill et Melinda Gates finance en même temps le MRC de Ferguson à coup de dizaines de millions de dollars. La boucle est donc bouclée. En terrorisant les États et faisant enfermer les populations, Gates vend à la fois son vaccin à venir, l'informatique de gestion et de surveillance nécessaire à son administration et les outils de télétravail de Microsoft. Et les autres barons de la Silicon Valley s'engouffrent dans la brèche. C'est sans doute en tant que

principal financier de la coronapocalypse et bénéficiaire direct de ses retombées que Bill Gates est à la fois protégé contre toute critique par les médias de grand chemin et conspué comme satanique tireur de ficelles dans les réseaux sociaux et les alter-médias. Ce qui nous intéresse dans son cas, ce sont moins les intentions et la personnalité de Gates que la position qu'il est venu à occuper sur l'échiquier du coup d'État technologique global. Ce n'est pas seulement son envergure financière qui explique l'omniprésence de Gates. Depuis le lancement de son système Windows, le fondateur de Microsoft a inondé la planète de virus et d'antivirus — informatiques, bien entendu (à la différence du système Apple qui était sain de ce point de vue et qui le reste encore largement malgré sa popularité décuplée). Dire qu'il a simplement transféré ses obsessions de la métaphore informatique à la réalité biologique n'est pas qu'une simple boutade. Dans un cas comme dans l'autre, la *vaccination* sert de cheval de Troie à une intru-

sion massive dans la vie privée des utilisateurs/patients en tous lieux de la planète. Par-delà ses intérêts personnels, Bill Gates est une incarnation de l'empire technologique. Son investissement sur le terrain de la biologie représente une extension logique du domaine de la lutte pour les technologies programmées en vue du contrôle total. Il serait illogique et vain de leur fixer des limites morales et de penser qu'il suffirait de débrancher Bill Gates pour écarter la menace. Ce n'est pas l'homme qui est déterminant ici, mais les mythes, les modes de pensée et les procédés qu'il incarne.

Car nous avons affaire à un mouvement bien plus vaste que cette crise et ses protagonistes, un mouvement de civilisation pourrait-on dire — mais qui a été considérablement accéléré ces dernières années par l'irruption sur la scène technologique d'un concurrent devenu une hantise et un modèle: la Chine. L'ombre chinoise sera le sujet de notre prochain épisode.

/A suivre./

Le magazine de l'Antipresse est une publication de l'Association L'Antipresse. Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: [via le site ANTIPRESSE.NET](http://le.site.ANTIPRESSE.NET) ou nous écrire: antipresse@antipresse.net

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)



ENFUMAGES par Eric Werner

Subir, ne pas subir: l'éventail des possibles

À FORCE D'AVOIR TROP SUBI, IL ARRIVE QUE LES GUEUX SE RÉVOLTENT. CES SOULÈVEMENTS SONT GÉNÉRALEMENT ÉCRASÉS SANS CÉRÉMONIE. MAIS IL EXISTE D'AUTRES FORMES D'INSURRECTION. L'ART DE TRAÎNER LES PIEDS POURRAIT REDEVENIR D'ACTUALITÉ, PAR LES TEMPS QUI COURENT...

Souvent l'on se demande: combien de temps encore acceptent-ils, sans broncher, de subir ce qu'ils subissent? Toutes ces humiliations? Ces violences? Ces atteintes à leurs droits qu'on persiste pourtant à présenter comme fondamentaux? Que doit-il encore se passer pour qu'à un moment, quand même, ils en viennent à dire: stop, ça suffit? Basta? On avance aussi des explications. L'âge moyen de la population s'est sensiblement élevé au cours des dernières décennies. Ceci explique peut-être cela. Et la peur: peur du chômage, de la police, du virus, de tout en fait. La paresse: il est plus

facile d'obéir aux autorités que le contraire. Etc.

LES DEGRÉS DE LA VIOLENCE POLITIQUE

Il faut d'abord s'entendre sur ce dont on parle. Dans un livre paru en 1970, *Why Men Rebel?* («Pourquoi les hommes se révoltent-ils?»), l'anthropologue Ted Robert Gurr distingue trois niveaux possibles de la violence politique: 1) *l'agitation (turmoil)*, englobant les grèves politiques violentes, les émeutes, les rébellions localisées, etc. Ces phénomènes sont «relativement spontanés et inorganisés». La participation populaire y

est «substantielle». 2) Les *conspirations* (*conspiracy*). Elles se déclinent sous les formes suivantes: assassinats politiques organisés, terrorisme et/ou guérilla à petite échelle, coups d'État, mutineries, etc. La participation populaire y est «réduite». 3) La *guerre interne* (*internal war*), se définissant comme «hautement organisée», avec une «large participation populaire». Le but est ici «de renversement du régime ou la dissolution de l'État». Le recours à la violence est ici «extensif». Il inclut «de terrorisme à grande échelle, les guerres de guérilla, les guerres civiles et les révolutions». Tels sont les trois niveaux de la violence politique. La violence va ici *crescendo*. Observons que l'ordre logique ne coïncide pas nécessairement ici avec l'ordre chronologique. En d'autres termes, on n'a pas nécessairement besoin de passer par les deux premiers niveaux de la violence politique pour accéder au troisième. Parfois c'est le cas, parfois aussi non. Inversement, si les périodes d'agitation marquent parfois le début d'un processus évolutif en direction du troisième niveau, parfois aussi l'agitation ne débouche sur rien. Elle tend en revanche à devenir endémique. C'est peut-être le cas aujourd'hui en France. Pour autant, on ne saurait dire que les gens restent passifs ou ne feraient que subir. Ce serait à la fois inexact et injuste. Les manifestations de Gilets jaunes sont encore dans toutes les mémoires. Mais il est vrai que ce n'est pas la révolution. Retournons maintenant la perspective pour nous

intéresser non plus à la violence politique, mais à son pôle antagonique: la soumission. De même, en effet, que la violence politique comporte plusieurs niveaux possibles, il existe également plusieurs degrés possibles dans la soumission. On peut être très soumis, moyennement soumis, ou pas soumis du tout. Ce n'est pas la même chose que d'être *très* ou seulement *moyennement* soumis. La soumission se mêle ici à une certaine dose, voire à une dose certaine, d'insoumission. Illustrons notre propos par une nouvelle citation. Elle est tirée cette fois du livre de James C. Scott: *Weapons of the Weak, Everyday Forms of Peasant Resistance* (2). Traduction française possible: «Les armes des faibles, les formes banales et courantes de la résistance paysanne». Les rébellions paysannes, dit l'auteur, sont «rares», et en règle générale «écrasées sans cérémonie». Sauf que ces rébellions n'épuisent de loin pas tout l'éventail possible des formes de résistance paysanne. Il en existe quantité d'autres, illustrant «la lutte prosaïque, mais constante de la paysannerie confrontée à ceux cherchant à lui soutirer du travail, de la nourriture, des impôts, des rentes, des intérêts». L'auteur en donne une liste non exhaustive: «traîner les pieds, dissimuler, désertier, faire semblant d'être pour alors qu'on est contre (*false compliance*), chaparder, dire qu'on ne sait pas alors qu'on sait, calomnier, allumer des incendies, se livrer à des actes de sabotage, etc.». On est très loin ici de la révolution. Mais on ne saurait dire non plus

que les gens ne font que subir. Assurément non. James C. Scott insiste également sur le fait que ces formes de lutte ne requièrent aucune «coordination» ni «planification». Elles s'articulent sur des «connivences implicites», des «réseaux informels». On évite ainsi «toute confrontation directe et symbolique avec les autorités». Chacun, en fait, agit pour lui-même: c'est une forme d'«auto-assistance (*self-help*)». #### Passer sous le radar L'auteur parle ici des paysans, mais ce qu'il dit des «formes banales et courantes de la résistance paysanne» est évidemment généralisable à d'autres populations se sentant opprimées, ou trahies. Entre les simples protestations, pétitions ou gesticulations qui ne servent à rien (sinon, à vous faire fiché et tracer) et la révolution proprement dite, il existe tout un espace intermédiaire, celui, effectivement, des «formes banales et courantes de résistance». C'est le cas à toutes les époques et dans toutes les sociétés. Formes, il est vrai, qui ne font jamais beaucoup parler d'elles, et pour cause, puisqu'elles doivent leur efficacité au fait même, justement, d'être silencieuses (et donc de passer sous le radar). On pourrait ici se référer

à l'opposition machiavélienne entre la ruse et la force. D'un côté le lion, de l'autre le renard. Le Prince doit être les deux, dit Machiavel, mais on ne parle pas ici du Prince. On parle de ceux qui résistent au Prince, lui tiennent tête. Les armes des faibles ne sont pas exactement les mêmes partout et à toutes les époques. Elles ne sont pas par exemple les mêmes à la ville qu'à la campagne, en Europe en 2020 qu'en Asie du Sud-Est au milieu du siècle dernier, etc. «Traîner les pieds» reste aujourd'hui encore toujours possible, mais on insisterait aujourd'hui surtout sur le travail au noir, l'économie alternative, probablement aussi la fraude fiscale. Cela étant, le schéma d'ensemble reste ce qu'il est et a toujours été. On n'est jamais dans le ou bien..., ou bien...: ou bien l'extrême soumission, ou bien la révolution. Il importe aussi toujours de distinguer entre ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas. En apparence, les gens ont souvent l'air soumis et passifs. Mais il ne faut pas se fier aux apparences.

NOTES

1. Princeton University Press, 1970.
2. Yale University Press, 1985.



FUTURISK par Sébastien Fantì

SwissCovid: un curieux manque... d'application

LA MISE EN PLACE DE SWISSCOVID, L'APPLICATION DE TRAÇAGE EN SUISSE, RÉVÈLE DES LACUNES SURPRENANTES À TOUS LES ÉTAGES. HORMIS LES MOTIFS LIÉS À LA SÉCURITÉ DES DONNÉES, UNE SÉRIE D'OBJECTIONS TOUCHANT À PLUSIEURS DOMAINES RENFORCE LE SENTIMENT D'UNE GABEGIE EN CHORUS. LE CITOYEN NE L'UTILISERA QU'À SES RISQUES ET PÉRILS.

(Traçage Covid-19 en Suisse: une coupable improvisation, 2)

Le Groupement d'intérêt eHealth qui réunit des acteurs majeurs du domaine de la santé numérique en Suisse s'est adressé au Parlement ainsi qu'au Conseil fédéral le 14 mai 2020. Deux problèmes légaux ont été mis en exergue.

OUÛ EST L'APPEL D'OFFRES?

On a d'abord observé qu'en optant pour la solution des Écoles polytechniques fédérales, le Conseil fédéral a porté atteinte à la liberté de commerce et d'industrie, garantie constitutionnellement. Ce groupement a donc demandé que l'Office fédéral de la santé publique autorise tous les fournisseurs à proposer leur application en ligne pour autant que celle-ci respecte toutes les prescriptions légales. Le Conseil fédéral devrait alors désigner un organe de contrôle chargé de préparer rapidement à l'intention de l'OFSP des recommandations pour la mise en circulation.

Il est vrai que le choix de ne pas

procéder à un appel d'offres interpellé. Il exclut *de facto* des acteurs spécialisés qui auraient pu, à tout le moins, challenger l'équipe de développement des Écoles polytechniques fédérales. Ces acteurs sont en droit d'être informés sur les motifs qui ont concouru à ce choix. Si la loi sur les marchés publics a été sciemment ignorée et la liberté de commerce et d'industrie violée, la gestion du Conseil fédéral ne pourrait plus être qualifiée d'adéquante en situation extraordinaire, mais reviendrait à du dirigisme illicite.

UN DISPOSITIF MÉDICAL AUTORISÉ SANS VÉRIFICATION?

Le deuxième motif d'insatisfaction d'eHealth concerne l'application elle-même qui pourrait être considérée comme un dispositif médical et devoir ainsi être autorisée en application de différentes dispositions légales (Loi sur les produits thérapeutiques et Ordonnance sur les dispositifs médicaux). Cette vérification de conformité n'est pas une sinécure et elle pourrait considérablement retarder la mise en service. A titre d'exemple, la commer-

cialisation d'une application visant à déterminer les périodes de fertilité ou d'infertilité de son utilisatrice dans un but de contraception ou au contraire d'aide à l'enfantement, a été interdite par Swissmedic, l'autorité qui autorise et contrôle les produits thérapeutiques en Suisse.

Selon Swissmedic, cette application constituait un dispositif médical dans la mesure où elle calculait une fenêtre de fertilité, à partir des données personnelles par l'utilisatrice. Il convient d'ajouter que les exigences

légalles varient en fonction des risques que chaque dispositif médical peut présenter. L'objection d'eHealth est donc pertinente et il est permis de s'interroger sur la nécessité d'une autorisation préalable à délivrer par le régulateur.



UNE ÉTRANGE DÉSINVOLTURE

Ces deux motifs indiquent que les autorités ont agi sans appréhender toutes les problématiques et surtout sans consultation préalable des acteurs. Les récentes modifications de la loi sur les épidémies permettant à l'application de traçage de disposer d'une base légale topique démontrent que ces garde-fous n'ont singulièrement pas été pris en considération. Le système a été reconnu constitutif d'une application médicale et il est

indiqué que les exigences réglementaires applicables en vertu de la législation sur les produits thérapeutiques sont respectées. Cela signifie-t-il que Swissmedic a donné son aval à l'utilisation de l'application de traçage? Dans l'affirmative pourquoi ne pas le mentionner?

Mais il y a plus. Le principe de transparence qui doit être la règle pour chaque autorité de ce pays n'a pas été respecté. La transparence ne porte en effet que sur le code source et les spécifications techniques de tous les

composants.

Les conditions d'octroi de ce marché public aux Écoles polytechniques fédérales ne sont pas connues.

Quelles

sont les sommes allouées à ce titre? Comment a été résolue la question de la responsabilité? Qui va en définitive assumer un fiasco s'il devrait survenir? Tout au plus sait-on que l'application a été développée sur les budgets ordinaires des Écoles polytechniques fédérales. Lorsque l'on sollicite la confiance de 65 % de la population d'un pays (soit le pourcentage à atteindre pour que l'application soit efficiente), il faut se montrer beaucoup plus clair et proactif. Une nouvelle fois, depuis le début de cette pandémie, le manque de sérieux interpelle et inquiète. Objectivement.

GARE À L'AUTOLICENCIEMENT!

La lecture du Message concernant la modification urgente de la loi sur les épidémies en lien avec le coronavirus (Système de traçage de proximité) du 20 mai 2020 n'est guère plus rassurante. En termes de droit du travail, la participation au processus de traçage génère un souci et non des moindres. Voici ce que dit précisément le message:

« Si un participant au système TP ressent des symptômes typiques du COVID-19, il peut se faire tester. Si le résultat est positif, le service du médecin cantonal le contacte et lui demande s'il utilise l'application. Si c'est le cas, il génère le code d'autorisation correspondant. L'utilisateur de l'application peut ensuite envoyer l'information de manière anonyme en utilisant ce code. Cette étape est également volontaire. Les participants au système sont informés qu'ils ont été en contact avec elle durant la période où elle était contagieuse. Ils ne reçoivent toutefois aucun détail quant à l'identité de la personne qui a envoyé l'information. Ils sont cependant informés du jour — mais pas de l'heure et du lieu — où l'infection a pu avoir lieu. Ensuite, la personne informée par l'application SwissCovid reçoit les recommandations suivantes: éviter si possible tout contact physique avec d'autres personnes au cours des dix prochains jours, appeler une *infoline coronavirus* et, dès l'apparition des premiers symptômes, même légers, consulter un médecin et se faire tester. Si la personne informée est active professionnellement, elle peut volontairement transmettre à son employeur les avertissements qu'elle a reçus, afin que, si néces-

saire, des mesures puissent être prises pour protéger les autres collaborateurs (télétravail ou mesures de protection sur place, tel que port d'un masque d'hygiène ou poste de travail isolé). **Si la personne se place volontairement en quarantaine sur la seule base de l'information, elle n'a pas droit au maintien de son salaire, conformément à l'art. 324a du code des obligations (CO)».**

En d'autres termes, le droit au salaire n'est pas absolument garanti. Cette information devrait être clairement communiquée à chaque personne qui envisage de télécharger l'application du moment qu'elle peut avoir un sérieux impact économique sur sa vie, éventuellement fondé sur de fausses alertes — considérant que des faux positifs sont tout à fait possibles. En l'état, comme cette conséquence est mentionnée dans le message du Conseil fédéral, le participant qui subirait un dommage professionnel ne pourrait s'en prendre qu'à lui-même! Nul n'est censé ignorer la loi...

Cette analyse très partielle des risques et des conséquences du recours à l'application proposée par les autorités suisses nous porte à une conclusion sans équivoque: *vous ne l'utiliserez qu'à vos propres risques et périls!*

Le traçage anonyme est un dangereux oxymore: ne sacrifions pas la protection de nos données personnelles sur l'autel de la pandémie. Personne ne peut nous obliger à adopter une application qui viole la sphère privée, les lois et les procédures de l'Etat de droit.

- [Lire la première partie de cet article.](#)

TURBULENCES

COVID-19 - Les recettes du docteur Loukachenko

Un dictateur qui chante la liberté individuelle en pleine pandémie, c'est «Batka» ou Papa Loukachenko, comme les Biélorusses appellent leur indéboulonnable président, en place depuis 25 ans. Dès l'arrivée du virus en Europe, Batka a parlé de «psychose», tout en invoquant la protection du «Très-Haut» sur son pays. Comme la libérale Suède, il n'a pas fermé les écoles et a demandé à l'économie de fonctionner comme si de rien n'était. Son conseil: du vélo, une rasade quotidienne de vodka et de l'exercice en plein air, de préférence dans les champs et sur un tracteur. Loukachenko a donné l'exemple en reprenant sa canne de hockey à 66 ans. Pour tuer le virus, qui ne supporterait ni le froid ni la forte chaleur, rien de tel qu'un sauna après un match sur la glace. Batka a tout de même recommandé de la retenue dans les rapports humains:

«Nous tiendrons le coup! L'essentiel est que nous continuions à nous conduire comme nous nous conduisons maintenant. Les gens doivent comprendre que s'ils ont eu aujourd'hui un baiser avec quelqu'un, ils peuvent récidiver. Mais si tu es un mâle, ne t'approche pas d'une autre femme. Patiente un bon mois!».

Le championnat de football devant public a été maintenu et pour le 75e anniversaire de la Victoire, Minsk a passé outre les consignes de l'OMS en faisant défiler ses militaires en rangs serrés, alors que la patriotique Russie s'est contentée de lancer des escadrilles au-dessus d'une Place Rouge déserte. Au 21 mai, Belarus (9,5 millions) d'habitants s'en sort avec 185 victimes du virus. Si l'on admet que Batka triche un peu avec la statistique, c'est tout de même 10 fois moins que la Suisse semi-confinée et ses 8,6 millions d'habitants et 20 fois moins que la Suède de 10 millions avec une approche pourtant comparable.

«L'histoire dira le poids de ces déclarations et choix politiques» jugés fantaisistes, concluait sévèrement *Le Matin* au 1er avril. Sept semaines plus tard, on dirait que l'histoire a parlé... mais peut-être pas dans le sens attendu.

Malgré les mauvais souvenirs que le rapprochement avec un autre «petit père des peuples» fait resurgir, on ne peut s'empêcher de penser que Batka a été moins tyrannique dans sa gestion de la crise que le démocrate Macron quand il envoyait des hélicoptères surveiller ses sentiers et ses plages. Avec les résultats que l'on connaît...

J.-M. Bovy/21.05.2020

LISEZ-MOI ÇA! - Le management, cadeau du nazisme au monde moderne

Ce qu'il apporte — Qu'ont en commun le IIIe Reich et la *start-up nation* ? Un goût évident et certain du délitement de l'Etat. C'est ce paradoxe que Johann Chapoutot met en en lumière dans son livre concis et intelligent sur la notion de management du nazisme à aujourd'hui. Paradoxalement, la toute-puissance de l'étatisme nazi n'est qu'une illusion. L'obsession du Reich est avant tout la recherche immodérée d'optimisation de ses rendements et de flexibilisation du travail. En favorisant les initiatives individuelles de ses cadres et fonctionnaires, il souhaite soulager son administration centrale en la décentralisant afin de maximiser son utilité. Aux yeux des Nazis, l'Etat souverain et tout-puissant est assimilé à l'ennemi; c'est-à-dire à la Russie judéo-bolchévique, véritable Léviathan qu'il faut, selon eux, abattre. Les dirigeants SS sont des anti-étatistes convaincus et mènent une dure politique antisyndicale. Ils souhaitent briser la lutte des classes au profit du nouvel ordre naturel et biologique-racial dans lequel le prolétariat n'est plus en guerre contre le patronat mais collabore avec lui. De peur que l'Allemagne

ne sombre dans la révolte ou, pire, la Révolution, l'Etat allemand, tel un gestionnaire, développe un système managérial au sein de ses entreprises, qui mêle avantages sociaux et épanouissement personnel. Une intense politique au niveau national est mise en place dans le but de rendre le travail joyeux, plaisant et heureux. Cette propagande du bien-être par la joie se retrouve dans l'esprit de nombreuses entreprises de nos sociétés libérales et démocratiques et favorise leur productivité. Après guerre, malgré la défaire allemande et l'horreur des crimes commis, la plupart des hauts cadres du régime nazi sont plébiscités et incorporés à la direction des principales entreprises du secteur privé et public du nouvel Etat allemand démocratique de la RFA désormais aligné sur la politique atlantiste.

Ce qu'il en reste — Face à cette barbarie et à cette modernité folle, Chapoutot, en conclusion, nous prescrit le meilleur des vaccins. Il prône un sein retour au travail libre et indépendant dans le respect de soi, de la nature et un vif refus de l'autorité. Un Rousseau anarchiste, en somme.

A qui l'administrer? — A tous ceux qui croient (encore) que la religion du management est politiquement inoffensive.

- * Johann Chapoutot, *Libres d'obéir. Le management du nazisme à aujourd'hui*, Gallimard, 2020. Suggestion de Patrick Gilliéron Lopreno.

COVID-19 - On aurait mieux fait d'ouvrir les fenêtres...

On s'en doutait bien un peu, mais il nous fallait la bénédiction des spécialistes pour oser dire que l'eau mouille et que le confinement est mauvais en cas d'infection respiratoire... Mais bon, comme c'est sur caducee.net, la très consensuelle plateforme des professionnels de santé, on ose le répéter: «90 % des contaminations se produiraient de façon aéroportée dans les lieux clos et mal ventilés».

Cette découverte révolutionnaire ne vient

pas des bons conseils de ma grand-mère, mais d'une étude tout ce qu'il y a de plus scientifique fondée sur les données de 320 villes chinoises appuyée par une liste de constatations analogues longue comme le bras.

En clair: confiner les personnes saines avec les contaminés et ne pas leur laisser sortir de chez elles, amender les téméraires qui sortaient s'aérer les poumons, fermer les marchés à ciel ouvert et envoyer tout le monde dans les supermarchés sans air libre ou dans le métro n'était peut-être pas la meilleure manière de combattre l'épidémie.

C'était peut-être même, selon ces découvertes, la meilleure manière de la propager...

Bravo aux autorités et à leurs conseillers scientifiques pour leur clairvoyance! Un comité d'infirmières de campagne aurait sans doute mieux fait l'affaire.

LISEZ-MOI ÇA! - «Le tour du malheur» de Joseph Kessel

Ce qu'il apporte — Richard Dalleau, le héros de ce roman et double de Kessel lui-même, veut avoir un destin. Même s'il cherche un sens à sa vie dans la littérature, c'est la réalité sous toutes ses formes qu'il veut empoigner, en commençant par s'engager. Car la saga démarre en 1914, et c'est de la guerre que vont découler les parcours croisés de tous les personnages. L'épreuve de la guerre tisse des liens au-dessus de tout entre les hommes qui l'ont faite. Ces liens créent des devoirs qui sont la forme suprême de l'amitié. Ce n'est pas pour autant un récit de guerre. L'action se situe principalement dans le Paris des Années folles, mais le pittoresque n'intéresse pas Kessel, focalisé sur les destins. Les grandeurs et les vices de chaque personnage, héros, voyou, mondaine, demi-mondaine sont abordés sans filtre ni jugement, avec une grande finesse et sans complaisance. Pour autant, les êtres sont ce qu'ils font, ils représentent l'humanité sous beaucoup de ses coutures, et Kessel ne méprise personne. Il décrit. Il explore sans interpréter.

Ce qu'il en reste — Paru en 1950, mais évoquant les années vingt, *Le tour du malheur* nous fait prendre la mesure du siècle et de l'abîme qui séparent nos jeunes gens de ceux d'alors. Le contraste est frappant. Ils étaient terriblement vivants! Peut-être parce qu'ils voulaient découvrir le monde, et qu'ils s'y risquaient. Ils ne se demandaient pas s'il était réel ou virtuel. Houellebecq était encore inconcevable.

À qui l'administrer? — Comme les autres livres de Kessel, il faut l'offrir aux jeunes gens. Ils seront transportés par le romanesque et l'énergie de cette saga un peu oubliée. Que demander de plus? Comment se le procurer? + Joseph Kessel, *Le tour du malheur*, Gallimard, 1950 (Folio). Suggestion d'Anne Demonet.

COVID-19 - Merci, gentil virus!

Le brillant — et très spirituel — collapsologue Dmitry Orlov livre une lecture désopilante et gaie de la crise du coronavirus... mais dont la conclusion devrait vous faire réfléchir.

[Attention: ironie et deuxième degré!]

Notant la très faible mortalité de l'«apocalypse» annoncée, Orlov voit dans le SARS-CoV-2 une véritable aubaine... Un «coronavirus de la bonté» venu à point nommé pour nous anesthésier sur les problèmes réels du moment et nous offrir un temps de vacance et de répit avant l'arrivée des ennuis réels.

Ennuis qui se résument à un seul: l'effondrement économique global.

En janvier 2020, après un délai de six mois, l'économie mondiale était prête à s'effondrer. Cet événement aurait eu des conséquences politiques dévastatrices s'il n'y avait pas eu un événement fortuit qui a permis aux gouvernements du monde entier de crier « Regardez, un écureuil ! », faisant dire à tout le monde « Quel écureuil ? » tout en regardant autour de soi dans la confusion. Au lieu d'être contraints d'accepter la responsabilité d'un effondrement économique sur lequel ils n'avaient aucun contrôle, ils ont choisi de fermer les transports aériens, de fermer les frontières nationales, d'imposer des fermetures, des confinements et des couvre-feux, et de prendre d'autres mesures économiquement destructrices, avançant en actes le rouleau compresseur de l'effondrement économique au lieu de le laisser simplement passer sur eux.

Le coronavirus mérite une standing ovation et d'être salué pour ce travail bien fait.

(Autre standing ovation bien méritée: celle qu'il faut adresser à l'équipe du *Saker Francophone* pour son immense travail de repérage et de traduction des textes les plus stimulants sur les grandes questions de l'époque!)

Pain de méninges

LE MEILLEUR AVANT-GOÛT DE L'ÉTERNITÉ

Comme dans des crises précédentes qui ont conduit à des interventions gouvernementales censées être provisoires, les nouvelles initiatives vont vraisemblablement rester en place une fois que la crise sera passée.

Ronald Reagan assimilait un programme de gouvernement fédéral à «la chose la plus proche de l'éternité qu'on verra jamais en ce bas monde». L'histoire nous montre qu'une fois qu'un nouveau programme ou département est créé, il va rester quoi qu'il arrive, indépendamment du fait de savoir s'il était temporaire, si l'on en a encore besoin ou s'il a résolu le problème qu'il était destiné à résoudre.

— A. Gary Shilling's *Insight* (trad. SD, signalé par TBM).

CHAMPS

PAR PATRICK GILLIÉRON LOPRENO

